

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 307 EQUATEUR: DENONCIATION D'INJUSTICES ENVERS LES  
PAYSANS DE FLORES

Le conflit entre "blancos" et "campesinos" de Flores, dans le Chimborazo, est loin de s'apaiser (cf DIAL D 294). Les vexations envers les paysans indiens, l'équipe pastorale du diocèse de Riobamba et son évêque font l'objet de la déclaration publique ci-dessous.

(Note DIAL)

### L'EGLISE DE RIOBAMBA ACCUSE

Comme nous avons hier dénoncé les injustices pratiquées contre les paysans de Iltuz et de Toctezinín (1), nous dénonçons aujourd'hui celles qui sont commises dans la paroisse de Flores, symbole douloureux de la situation d'écrasement qui pèse sur l'indien du Chimborazo.

1- L'occupation de la maison paroissiale - Le 12 février 1976, sous prétexte d'installer un dispensaire, quelques habitants de Flores, dont le lieutenant politique et le secrétaire du Bureau politique, occupèrent la maison paroissiale en présence de rien moins qu'un officier de l'armée, délégué du gouverneur militaire de la province; et ils en expulsèrent Segundo Lema, membre de l'Equipe pastorale.

Comme ces événements avaient été dénoncés à Radio-Promotion, M. L'Intendant décréta l'arrestation d'un speaker de la station de radio et proféra des insultes à l'encontre de l'évêque du diocèse et du curé de Flores, en présence de celui qui est aujourd'hui le P. Gabriel Barriga et du président du Centre d'étude et d'action sociale. Comme ces derniers protestaient, il les fit également arrêter, donnant ainsi, une fois de plus, la preuve de ses abus d'autorité.

2- L'ordination de Gabriel Barriga - Dans cette ambiance, alors que l'ordination sacerdotale de Gabriel Barriga était prévue pour le dimanche 15 février, les autorités de la province proposèrent de façon formelle la réouverture de la maison paroissiale et de la chapelle, ainsi que des garanties d'ordre personnel. Ces propositions ne furent pas suivies d'effet. L'ordination eut lieu à l'air libre, devant la chapelle, au milieu de l'hostilité de certains habitants de Flores et en présence de soldats en armes qui ne firent rien pour faire taire les insultes et empêcher les gestes agressifs, mais qui, au contraire, empêchèrent des groupes de paysans de s'approcher de la chapelle, déchirèrent des pancartes et même frappèrent parfois certains paysans.

3- Le problème de fond - Le problème de fond n'est pas de savoir s'il convient ou non que certaines salles de la maison paroissiale soient affectées à un dispensaire. Le problème est celui de l'attitude hostile et agressive des habitants du centre de Flores à l'encontre des communautés paysannes très nombreuses qui font partie de la paroisse de Flores, ainsi que du curé et de l'Equipe pastorale composée de neuf personnes.

Le travail pastoral actuel tourne autour de la Parole de Dieu, qui est libératrice de toute oppression, de toute injustice, de toute atteinte à la dignité humaine. Les paysans ont commencé à récupérer la parole, à découvrir qu'ils sont des personnes dignes de respect à tous points de vue. Et c'est cela qui déplaît aux habitants du centre de Flores qui ont vécu de l'exploitation des paysans.

(2)  
1 sucre:  
0,18 F  
(N.d.T.)

4- Quelques injustices à titre d'exemple - Des salaires de l'ordre d'un sucre (2). Diverses formes d'usure. Quatorze jours de travail par mois pour 100 sucres de crédit. Des taux d'intérêt allant jusqu'à 60% l'an. Un jour de travail pour pouvoir entrer sur sa terre en passant sur 18 mètres de la propriété voisine. Cadavres trainés et enlevés pour obliger à les enterrer au cimetière de Flores. Amendes lourdes et arrestations injustifiées. Rotation des mêmes personnes au Bureau politique. Obligation pour les indiens de saluer les blancs en disant: "Loué soit Jésus-Christ, bon maître!" Obligation d'enlever son chapeau ou son poncho pour se laver les mains aux fontaines publiques. Circuit de débits d'alcool dans des fermes bien situées, avec toutes sortes d'abus. Bref, un certain nombre d'injustices à remplir tout un livre.

5- Comportement des autorités - A l'exception du colonel Guarderas et du lieutenant-colonel Zumarraga qui sont intervenus opportunément et personnellement pour la solution de plusieurs problèmes, les autorités, à tous les niveaux, se sont contentées d'enregistrer les dénonciations et de proposer leurs services pour intervenir... Des sourires, des promesses, des mots emportés par le vent.

Après les événements de février et devant le silence et l'inefficacité des autorités, les "floréens" se sont enhardis: ils se sont acharnés contre les paysans, en particulier les plus proches de l'Equipe pastorale, ainsi qu'en témoignent les faits suivants qui ont déjà été rapportés aux autorités compétentes. Bastonnade de Manuel Santos Llagloa, emmené ensuite inconscient en prison. Séance de coups de pieds, jusqu'à le laisser sans connaissance, pour Manuel Illicachi, père d'un des membres de l'Equipe pastorale. Au dispensaire, parce qu'il avait été reconnu comme étant un catholique actif, Manuel Guamán a été traité de "verdugo" par l'infirmière auxiliaire et frappé à coups de pied par la police alors qu'il allait se faire soigner une blessure.

Trois mois ont passé sans que le cas de Flores ait été réglé par les pouvoirs publics, malgré les propositions faites par le diocèse. Nous avons des témoignages selon lesquels des gens de l'INERHI ont essayé d'occuper arbitrairement la maison paroissiale de Cebadas pour y installer leurs bureaux, et des membres de la Direction de la santé ont occupé, à leurs risques et périls, la chapelle de Chocaví. A Chunchi, les abus et les injustices continuent sans qu'aucune mesure ait été, jusqu'à ce jour, prise par les autorités. Devant cette situation, nous nous interrogeons. Jusqu'à quand va-t-on abuser de la patience des paysans que nous devons contenir pour éviter des événements violents? Quelle valeur ont les propositions du Ministre de l'intérieur en ce qui concerne la solution de ces problèmes et un meilleur traitement des indiens? Que poursuit le Ministre de la santé avec l'usurpation des biens d'Eglise? N'y aurait-il pas quelque plan secret en cours de réalisation contre l'Eglise de Riobamba? Quel crédit pouvons-nous donner aux propositions de l'actuel gouverneur de la province?

Riobamba, le 5 mai 1976

Pour l'équipe diocésaine de coordination:

Leonidas E. Proaño, évêque de Riobamba - Agustín Bravo - Jorge Moreno - Modesto Arrieta - Ruben Veloz - Nelly Arrobo Rodas - (et deux illisibles)

D 307-2/2 Directeur de publication: Ch. ANTOINE - CPP: n°56249